

National Report on the implementation of the Programme of Action on small arms and light weapons (PoA) and the International Tracing Instrument (ITI)

Madagascar
French
SUBMITTED

Chapitre 1 : Structure de coordination nationale

Sources	Question	Oui	Non	En cours de réalisation
Organe/mécanisme national de coordination				
Programme d'action II.4	1.1 Votre pays a-t-il créé un organe ou un mécanisme national de coordination ou un autre organe dont les tâches essentielles incluent le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	a) Nonm de l'organe ou du mécanisme :			
	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE			
	b) Adresse :			
	TOBY COLONEL RAMNANTSOA BP 08 AMPAHIBE ANTANANARIVO			
	c) Coordonnées :			
	[M./Mme]			
	Mr.			
	i) Point de contact			
	GENERAL DE CORPS D'ARMEE RICHARD RAKOTONIRINA MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE			
	ii) Numéro(s) de téléphone			
	0320300916			
	iii) Adresse électronique			
	richardrakotonirina@yahoo.fr			
	d) Composition			
	i) Nonmbre d'hommes			
	0			
	ii) Nonmbre de femmes			
	0			
Point de contact au niveau national				
Programme d'action II.5 et 24	1.2 Votre pays a-t-il désigné un point de contact au niveau national chargé de faire la liaison pour les questions liées à l'application du Programme d'action ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2.3]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	1.2.1 Coordonnées :			
	[M./Mme.]			
	Mr.			
	a) Nonm			
	GENERAL DE DIVISION EMMA RANDRIAMIARAMANANA			

b) Institution ou organisme

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE - DIRECTION DE L'USINE
MILITAIRE

c) Adresse

TOBY COLONEL RAMANANTSOA BP 08 AMPAHIBE ANTANANARIVO

d) Numéro(s) de téléphone

0320300895

e) Adresse électronique

emma_randriamiaramanana

Instrument de traçage 25	1.2.2 Le point de contact au niveau national désigné ci-dessus est-il aussi chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 25	1.2.3 Si la réponse à la question 1.2.2 est « Nonn », votre pays dispose-t-il d'un point de contact chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans l'affirmative, veuillez préciser :

[M./Mme.]

a) Nonn

b) Institution ou organisme

c) Adresse

d) Numéro(s) de téléphone

e) Adresse électronique

Plan d'action national

Document final		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
RevCon3 II.A.5.60	1.3 Votre pays dispose-t-il d'un plan d'action national sur les ALPC ? [Dans l'affirmative, joindre ce plan en pièce jointe – télécharger]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Objectifs nationaux

Конференци и по обзору	1.4 Votre pays a-t-il fixé des objectifs nationaux concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Exemples d'objectifs nationaux]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---------------------------	--	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

1.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser

- Ré-inventorier les armes tant détenues par les particuliers que par les forces de l'ordre; - Procéder au nouvel maquage des armes; – Améliorer les magasins d'armes et munitions; - Détruire les armes et munitions obsolètes; - Eduquer la population sur les procédures administratives relatives à la détention et port d'armes.

Année cible

2023

Chapitre 2 : Fabrication

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
	2.1 Des ALPC sont-elles fabriquées dans votre pays ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.2]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Programme d'action II.2	2.1.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.1.2]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.1.1.1 <input type="checkbox"/> Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent la fabrication d'ALPC dans votre pays.		
	2.1.1.2 Votre pays autorise-t-il la fabrication d'ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.3	2.1.1.3 La fabrication illégale d'ALPC est-elle érigée en infraction pénale dans votre pays ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage lors de la fabrication			
Programme d'action II.7 ; Instrument de traçage 8a	2.2 <input type="checkbox"/> Votre pays exige-t-il qu'un marquage soit appliqué sur les ALPC au moment de leur fabrication ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.3]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8a	2.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?		
	a) Nom du fabricant	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Pays de fabrication	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Année de fabrication	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Type/modèle d'arme	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Autres renseignements	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Instrument de traçage 10	2.2.2 Sur quelle partie de l'arme le marquage est-il appliqué ?		
	CANON - CULASSE - CROSSE - POIGNET		
	2.2.3 Y a-t-il des exceptions à l'obligation de marquage des ALPC au moment de leur fabrication ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	2.2.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :		

Tenue des registres par les fabricants

Programme d'action II.9;			
Instrument de traçage 11	2.3 Votre pays exige-t-il des fabricants qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.4.4]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 12a	2.3.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Quantité d'ALPC fabriquées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Type ou modèle d'ALPC fabriqué	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Marquage appliqué aux ALPC fabriquées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Opérations (par exemple : vente d'ALPC fabriquées et marquées)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Autres :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Instrument de traçage 12a	2.3.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de fabrication ? Autre durée [Veuillez préciser] AU MOINS 10 ANS		
	Mesures prises pendant la période considérée		
Programme d'action II.6	2.4 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui fabriquent illégalement des ALPC (ex : fabrication artisanale par exemple) ? Dans la négative, veuillez passer à la question 2.5]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (ex : lancement de poursuites) EN CAS DE DECOUVERTE DES INFRACTIONS (fabrication locale, détention illégale, port illégal, trafic illicite ect.) LES PROCEDURES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES SONT ENCLENCHEES		
	Assistance internationale		
Programme d'action III.6	2.5 <input type="checkbox"/> Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives concernant la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.5.1 Dans l'affirmative, de quel type d'assistance avez-vous besoin ? ORGANISATION D'UN ATELIER INCITANT LES AUTORITES A METTRE A JOUR LES NORMES NATIONALES PAR RAPPORT AUX INSTRUMENTS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX - MISE EN PLACE DE LA COMMISSION NATIONALE - APPLICATION DU REMARQUAGE DES ARMES - CONSTRUCTION SUIVANT LES NORMES TECHNIQUES DES MAGASINS D'ARMES ET DE MUNITIONS - LE COURTAGES.		
	2.5.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 3 : Transferts internationaux

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.2 et 12	3.1 ☐ Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II. 11	3.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC TRAITE SUR LE COMMERCE DES ARMES LOI N° 69-011 du 22 juillet sur le régime de l'armement à l'exception des armes blanches Décret_70-041_-_APPLICATION_LOI_69-011_SUR_LE_RÉGIME_DE_L'ARMEMENT ARRETE N° 1545 DU 14-03-70 CLASSEMENT ARMEMENT COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI PREVALAIT EN 2009, LA PROCEDURE DE RATIFICATION DU PROTOCOL DE LA SADC N'A PAS PU ETRE MENE A TERME.		
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.2 Une personne ou une entité qui transfère des ALPC doit-elle être munie d'une licence ou de toute autre autorisation pour les importer ou les exporter ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.3	3.3 Le commerce d'ALPC sans licence ou sans autorisation, ou d'une manière contrevenant aux termes d'une licence ou d'une autorisation constitue-t-il une infraction pénale dans votre pays ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Octroi de licences ou d'autorisations			
Programme d'action II.11	3.4 Quels documents votre pays exige-t-il pour autoriser l'exportation d'ALPC vers un autre pays ?		
Programme d'action II.12	a) Un certificat d'utilisation finale du pays importateur [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.4 b] i) Quels éléments figurent sur le certificat d'utilisation finale de votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	1) Description détaillée (type, quantité, caractéristiques) des ALPC ou de la technologie	<input checked="" type="checkbox"/>	
	2) Numéro de contrat ou référence et date de la commande	<input checked="" type="checkbox"/>	
	3) Pays de destination finale	<input checked="" type="checkbox"/>	
	4) Description de l'utilisation finale des ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	5) Renseignements sur l'exportateur (Nom, adresse et Nom de l'entreprise)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	6) Renseignements sur l'utilisateur final (Nom, titre, adresse et signature originale)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	7) Renseignements sur d'autres parties participant à l'opération	<input checked="" type="checkbox"/>	

- 8) Authentification de l'utilisateur final par les autorités publiques compétentes ☒
- 9) Date d'émission ☒
- 10) Autres renseignements : ☐
- [Veuillez préciser]

b) D'autres documents concernant l'utilisateur final :

SUIVANT LE CONTRAT DE TRANSFERT

Octroi de licences ou d'autorisations

- Programme d'action II.12 3.5 ☐ Votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats d'utilisation finale ou autres documents concernant l'utilisateur final qui lui sont fournis ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.6] ☒ ☐

3.5.1 Veuillez préciser :

IDENTIFICATION AVEC L'INTERPOL ET LE MINISTERE DE L'INTERIEUR

Octroi de licences ou d'autorisations

- 3.6 Votre pays dispose-t-il de mesures visant à empêcher la falsification et l'utilisation abusive de certificats d'utilisation finale ou d'autres types de documents concernant l'utilisateur final ? ☒ ☐

3.6.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

BLOCAGE DES AVOIRS E ACTIVITES AVEC L'INTERPOL ET LE BUREAU CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Contrôles effectués après la livraison

- 3.7 Lorsqu'il exporte des ALPC, votre pays exige-t-il un certificat de vérification de livraison attestant que les ALPC ont été livrées à l'utilisateur final voulu ou à l'importateur voulu dans l'État importateur ? ☒ ☐

Contrôles effectués après la livraison

- 3.8 Après l'exportation, votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats de vérification de livraison qui lui sont fournis ? ☒ ☐

3.8.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

DES COMMUNICATIONS OFFICIELLES ET TRANSPARENTES SONT ADRESSEES AUX ETATS CONCERNES AINSI QU'AUX PAYS RIVERAINS

Contrôles effectués après la livraison

- 3.9 Lorsqu'il importe des armes, votre pays accorde-t-il au pays exportateur le droit d'effectuer un contrôle physique au point de livraison ? ☒ ☐

Marquage à l'importation

- Instrument de traçage 8b 3.10 ☐ Votre pays exige-t-il que les ALPC importées dans le pays soient marquées au moment de l'importation ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.11] ☒ ☐

3.10.1 Qui est responsable du marquage des ALPC ?

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET OU LE MINISTERE DE LA DEFENSE
NATIONALE SUIVANT LA CATEGORIE DE L'ARME EN PRESENCE

3.10.2 Quels sont les renseignements qui figurent sur le marquage à l'importation ?
(Cochez les cases correspondantes)

- a) Pays importateur ☒
- b) Année d'importation ☒
- c) Autres renseignements : ☒
- [Veuillez préciser]

IDEM QU'AU 2.2.2

3.10.3 Y-a-t-il des dérogations à l'obligation de marquage des ALPC ? ☐ ☒

3.10.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

3.10.4 Si les ALPC importées ne portent pas de marquage distinctif à leur arrivée,
votre pays exige-t-il que le marquage soit apposé à ce moment-là ? ☒ ☐

3.10.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

NORMALEMENT LES ARMES SONT SAISIES AVANT TOUTE AUTRE
PROCEDURE. JUSQU'ICI AUCUN MARQUAGE N'EST POSSIBLE A
L'ARRIVEE PUISQU'AUCUNE LOI NE PREVOIT ENCORE
L'APPLICATION DU MARQUAGE. LES ARMES DOIVENT ETRE
MARQUEES AVANT D'ENTREE A MADAGASCAR.

Conservation des informations

Programme
d'action II.9 ;
Instrument 12

3.11 ☐ Votre pays exige-t-il des exportateurs et importateurs d'ALPC qu'ils tiennent des
registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.12] ☒ ☐

3.11.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases
correspondantes)

- a) Quantité d'ALPC vendues ☒
- b) Type ou modèle d'ALPC vendu ☒
- c) Marquage figurant sur les ALPC transférées ☒
- d) Opérations ☒
- i) Identité du vendeur/de l'acheteur ☒
- ii) Pays où les ALPC doivent être livrées ou achetées ☒
- iii) Date de livraison ☒
- e) Autres renseignements : ☒
- [Veuillez préciser]

SUIVANT LE CONTRAT

3.11.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de transfert ?

Autre durée

[Veuillez préciser]

AU MOINS DIX ANS

Détournement

Document final RevCon 3	3.12. Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à des transferts internationaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	3.12.1 Nonmbre de cas de détournement liés à des transferts internationaux		
	3.12.1.1 Veuillez préciser		

Mesures prises pendant la période considérée

Programme d'action II.6	3.13 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui transfèrent illégalement des ALPC (ex : des poursuites) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	3.13.1 Veuillez préciser :		
	A L'ISSUE DES PROCEDURES JUDICIAIRES, LES ARMES ONT ETE SAISIES ET LES AUTEURS ONT ETE JUGES ET PUNIS D'EMPRISONNEMENT ET D'AMANDE.		

Assistance internationale

Programme d'action III.6	3.14 <input type="checkbox"/> Votre pays souhaite-t-il demander une aide pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	3.14.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	ASSISANCES FINANCIERES ET TECHNIQUE		
	3.14.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Chapitre 4 : Courtage

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.14	4.1 □ Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives régissant le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.2]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	4.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent le courtage d'ALPC dans votre pays.		
	4.1.2 Votre pays exige-t-il l'immatriculation des courtiers en ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.3 Votre pays exige-t-il la délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation pour toute opération de courtage ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, par. 44	4.2. Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.2.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les activités suivantes celles qui sont réglementées quand elles sont entreprises en rapport avec des activités de courtage d'ALPC (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Servir d'intermédiaire ou d'agent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Fournir une assistance technique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Fournir des services de formation	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Fournir des services de transport	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Fournir des services de fret	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Fournir des services de stockage	<input type="checkbox"/>	
	g) Fournir des services de financement	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Fournir des services d'assurance	<input type="checkbox"/>	
	i) Fournir des services d'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>	
	j) Fournir des services de sécurité	<input type="checkbox"/>	
	k) Fournir d'autres services :	<input checked="" type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
	LA LOI NATIONALE NE PREVOIT PAS LE COURTAGES. MAIS DANS LA PRATIQUE CETTE ACTIVITE SE REALISE SANS GENE. LA RAISON EN EST QUE LA PUNITION PREVUE N'EST PAS DISSUASIVE.		
Mesures prises pendant la période considérée			
Document final RevCon3	4.3 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus se livrant au courtage illicite d'ALPC (ex : lancement de poursuites) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

4.3.1. Details: [if yes]

II. A.1(c)20

Programme d'action III.6	<p>4.4 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de lois, de règlements ou de procédures administratives sur le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.1]</p> <p style="text-align: right;"> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> </p> <p>4.4.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?</p> <p style="color: blue; text-align: center;">ASSISTANCE TECHNIQUE EN VUE DE L'INSERTION DE LA NOTION DU COURTAGE DANS LA LOI NATIONALE</p> <p>4.4.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]</p> <p style="text-align: right;"> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> </p>
-----------------------------	--

Chapitre 5 : Gestion des stocks

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.17	5.1. Votre pays dispose-t-il de Normes et procédures de gestion et de sécurisation des stocks d'ALPC détenus par l'armée, la police ou tout autre organe autorisé ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.17	5.1.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les points suivants ceux qui figurent dans ces Normes et procédures. (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Choix des sites	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Mesures physiques de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Contrôle de l'accès aux stocks	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Inventaire et tenue des registres	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Formation du personnel	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Sécurité, comptage et contrôle des ALPC détenues ou transportées par des unités opérationnelles ou du personnel autorisé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Procédures et sanctions en cas de perte ou de vol	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Autres :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Excédents			
Programme d'action II.18	5.2 Lorsque des stocks sont considérés comme excédentaires, quelles mesures prend votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Il déclare officiellement l'excédent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Il met les armes hors service	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Il enregistre les type, lot et numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Il stocke les armes séparément	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Il prend d'autres mesures :	<input checked="" type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
DESTRUCTION			
Excédents			
Programme d'action II.18	5.3 Pour l'élimination des stocks en excédent, lesquelles des méthodes ci-après peuvent être utilisées ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Destruction	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Vente à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	c) Don à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	d) Transfert à un autre organisme d'État	<input checked="" type="checkbox"/>	

- e) Vente à des civils ☐
- f) Vente ou transfert à des personnes morales (ex : musée, société privée de sécurité, etc.) ☒
- g) Autres : ☐
- [Veuillez préciser]

Détournement

Document
final RevCon
3 ☐ II.A.1(c)2
0

5.4 Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à la gestion des stocks nationaux ? ☒ ☐

5.4.1 Nonmbre de cas de détournement liés à la gestion des stocks

17

5.4.1.1 Détails

VOLS AVEC EFFRACTION SUR DES MAGASINS D'ARMES - VOL DES MUNITIONS ET DES ARMES.

Mesures prises pendant la période considérée

Programme
d'action II.19

5.5 ☐ Pendant la période biennale considérée, votre pays a-t-il détruit des stocks en excédent ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.4] ☒ ☐

5.5.1 Combien d'ALPC ont été détruites ?

i) Première année de la période considérée (2018)

945

ii) Deuxième année de la période considérée (2019)

0

Document
final
RevCon3 II.
A.3(b)46

5.5.2 Avez-vous des exemples de pratiques optimales concernant la destruction (notamment sur les méthodes de destruction [brûler, fondre, couper, écraser, autres : veuillez préciser]) ?

LORS DE LA CELEBRATION DE LA JOURNEE DE L'AMNISTIE EN 2018, 945 ARMES DE TOUTES CATEGORIES CONFONDUES ONT ETE ECRASEES DEVANT LA MAIRIE DE LA CAPITALE.

Assistance internationale

Programme
d'action II.29
; III.6

5.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de normes et de procédures concernant la gestion des stocks ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.5] ☒ ☐

5.6.1 ☐ De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

EN VUE DE LA FORMATION SUR LE PSSM - MOSAIC - CONSTRUCTION DES MAGASINS D'ARMES PILOTES.

5.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? ☒ ☐

Assistance internationale

Programme
d'action III.6
et 14

5.7. Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de destruction d'armes ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.1]



5.7.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

FORMATION SUR LA DESTRUCTION DES ARMES ET MUNITIONS EN
EXCEDENT ET OBSOLETES - ACQUISITION DES BROyeurs MOBILES
POUR LA DESTRUCTION DES ARMES OBSOLETES.

5.7.2 ☐ Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ?
[Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 6 : Collecte

Sources	Question	Oui	Non
	Collection		
Document final RevCon 3 II.B.1	6.1 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il collecté des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	6.1.1 Combien d'ALPC ont été collectées ? [Si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]		<input type="checkbox"/>
	i) Première année de la période considérée (2018) 945		
	ii) Deuxième année de la période considérée (2019) 0		
	6.1.1.1 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC collectées ?		
	6.1.1 ALPC collectées		
Année	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	
6.1.1. ALPC collectées	945	0	
6.1.1.1 Mesures prises			
a) Les armes ont été marquées			
b) Les armes ont été inscrites au registre			
c) Les armes ont été détruites	945		
d) Une demande de traçage a été émise			
e) Autres mesures : (veuillez préciser)]			
f) Aucune mesure n'a été prise (les armes ont seulement été stockées)			

6.1.1.2 Si une ventilation plus détaillée des ALPC collectées est disponible, veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
a) Combien d'ALPC ont été saisies ?	256	
b) Combien d'ALPC ont été remises ?	131	
c) Combien d'ALPC ont été trouvées ?	27	

6.1.1.3 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC saisies, remises ou trouvées ? Veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

	ALPC saisies		ALPC remises		ALPC trouvées	
Année	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
6.1.1.2. ALPC saisies / remises / trouvées	256		131		27	
6.1.1.3 Action taken						
a) Marked	256		131		27	
b) Recorded			131			
c) Destroyed	256		27			
d) Trace request issued						
e) Other action: [specify]						
f) Non action taken (only stored)						

6.1.1.4 Précisions (par exemple, type d'armes) [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

CE SONT EN MAJORITE DES ARMES DE DEUXIEME ET TROISIEME CATEGORIES.

Assistance internationale

Programme
d'action III.6

6.2 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de collecte d'ALPC illicites ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.1]

☐
☐

6.2.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

6.2.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

☐
☐

Chapitre 7 : Marquage et conservation des informations

Sources	Question	Oui	Non
Marquage			
Instrument de traçage 8d	7.1 Votre pays prend-il des mesures pour s'assurer que toutes les ALPC dont disposent les forces armées et les forces de sécurité gouvernementales pour leur propre usage sont dûment marquées ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.2] 7.1.1 Veuillez décrire les marquages appliqués aux stocks détenus par l'État. CE SONT DES SIGLES DU NUMERO DE SERIE APPOSES PAR LE FABRICANT	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8c	7.1.2 Au moment de leur transfert à des civils ou à des sociétés privées sur votre territoire, les stocks de l'État sont-ils marqués pour indiquer que c'est votre pays qui les a transférés ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Marquage			
Instrument de traçage 8e	7.2 Votre pays encourage-t-il les fabricants d'ALPC à concevoir des dispositifs qui empêchent d'enlever ou d'altérer les marquages ? 7.2.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser : UTILISER LA TECHNOLOGIE LASER	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Marquage			
RevCon3 II.A.4	7.3 Dans sa pratique du marquage, votre pays tient-il compte de l'évolution des techniques de fabrication, de la technologie et des techniques de conception des ALPC (par exemple, les armes modulaires, l'utilisation de nouveaux matériaux et l'impression en 3D) ? 7.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE LASER. LE MARQUAGE DES CARTOUCHES DE GUERRE SE FAIT AVEC LA TECHNOLOGIE LASER DEPUIS 2018.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Informations sur les pratiques nationales de marquage			
Instrument de traçage 31	7.4 En application du paragraphe 31 de l'Instrument international de traçage, les États fournissent les informations suivantes, qu'ils mettent à jour si besoin: a) pratiques nationales en matière de marquage, notamment les marques utilisées pour indiquer le pays de fabrication et/ou le pays d'importation, le cas échéant OUI, POUR MADAGASCAR C'EST MG. MAIS JUSQU'ICI AUCUNE OPERATION DE MARQUAGE N'A ENCORE ETE MENEES SUR LES ARMES.		
Document final RevCon3 III.E.20	Ces informations doivent être communiquées à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour qu'elle les incorpore dans ses bases de données (www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Databases).		
Conservation des informations			
Programme d'action II.9	7.5 <input type="checkbox"/> Votre pays dispose-t-il de normes et procédures concernant la tenue de registres pour toutes les ALPC marquées présentes sur son territoire ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.6]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7.5.1 Quelles informations concernant les ALPC sont conservées par l'État (ex : fabrication, courtage, licences d'importation ou d'exportation octroyées, ventes à d'autres États, armes détenues par des organismes d'État comme les forces armées, etc.) ?

PAYS D'ORIGINE - NUMERO DE SERIE - CALIBRE - TYPE.

Instrument de
traçage 12a et
b

7.5.2 Combien de temps le gouvernement conserve-t-il ces informations ? [Veuillez préciser]

AU MOINS DIX ANS

Instrument de
traçage 13

7.5.3 Les sociétés qui cessent leurs activités (de fabrication, d'importation ou d'exportation d'ALPC) sont-elles tenues de transférer au gouvernement tous les registres qu'elles détiennent ?



Assistance internationale

Programme
d'action III.6
; Instrument
de traçage 27

7.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer ses capacités dans le domaine du marquage et/ou de la tenue de registres ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.1]



7.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

**FORMATION EN MARQUAGE - APPLICATION SUR LE TERRAIN DU
MARQUAGE DES ARMES**

7.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 8 : Traçage international

Sources	Question	Oui	Non
Lois, règlements et procédures administratives			
Programme d'action II.10 ; Instrument de traçage 14 et 24	8.1 Votre pays dispose-t-il de procédures permettant de procéder au traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 25 et 31a	8.2 Quel est l'organisme public chargé de présenter une demande de traçage à un autre pays ? MINISTERE DE L'INTERIEUR ET OU DE LA DEFENSE NATIONALE SUIVANT LA CATEGORIE DE L'ARME EN QUESTION		
Demandes de traçage			
Instrument de traçage 17	8.3 Quels renseignements l'organisme désigné fait-il figurer dans une demande de traçage ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Les circonstances dans lesquelles l'ALPC a été trouvée	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Les motifs pour lesquels l'ALPC est considérée comme illégale ou illicite	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) L'usage prévu des informations demandées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Tout marquage sur l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Le type et le calibre de l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Autres renseignements :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Technologies de traçage			
Document final RevCon3 III.F.25	8.4 Votre pays a-t-il utilisé des technologies pour améliorer le traçage des ALPC illicites ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Coopération avec INTERPOL			
Programme d'action II.37; Instrument de traçage 33	8.5 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il coopéré avec INTERPOL en matière de traçage des ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assistance internationale			
Programme d'action III.9	8.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des procédures de traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 9.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Programme
d'action II.36
et III.6 ;
Instrument de
traçage 27

8.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

FORMATION EN TRACAGE ET EQUIPEMENT DE DETECTION DES
ELEMENTS DES ARMES A L'ENTREE DE LA FRONTIERE

8.6.2 Votre pays a- t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [II
est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



Chapitre 9 : Coopération et assistance internationales

Sources	Question	Oui	Non
	Assistance demandée, reçue ou fournie		
Programme d'action III.3 et 6	<p>9.1 Pendant la période considérée, outre l'assistance demandée ou reçue évoquée aux chapitres 2 à 8, votre pays a-t-il demandé, reçu ou fourni une assistance aux fins de l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 10.1]</p> <p>9.1.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser dans quels domaines (Cochez les cases correspondantes).</p> <p>a. Création ou désignation d'un mécanisme national de coordination ou d'un point de contact au niveau national, et plan d'action national</p> <p>Demandé</p> <p>a) Nature de l'assistance :</p> <p>i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>Demandé</p> <p>ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>Demandé</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :</p> <p>68 950 USD</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance :</p> <p>ATELIER VISANT A L'APPROPRIATION DES ENJEUX DU TCA PAR LES AUTORITES - OSC - ACTEURS CIVILS</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :</p> <p>06 MOIS</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :</p> <p>TRAITE SUR LE COMMERCE DES ARMES</p> <p>b. Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)</p> <p>a) Nature de l'assistance :</p> <p>i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance :</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

c. Renforcement des capacités et formation

Demandé

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Demandé

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Demandé

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

100 000USD

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

FOURNITURE DES MACHINES DE MARQUAGE DES ARMES ET
FORMATION DES 100 ARMURIERS EN PSSM - CONSTRUCTION DES
MAGASINS D'ARMES -

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

3 MOIS

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

GOUVERNEMENT DU JAPON

d. Application des lois

Demandé

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Demandé

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Demandé

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

68 950 USD

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

ATELIER VISANT A LA REFONTE DE LA LOI NATIONALE

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

03MOIS

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

TCA/EXPERTISE FRANCE

e. Douanes et frontières

a) Nature de l'assistance :

- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

f. Recherche

- a) Nature de l'assistance :
 - i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

g. Questions relatives à la problématique femmes-hommes (femmes, hommes, filles et garçons)

- a) Nature de l'assistance :
 - i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

h. Sensibilisation

- a) Nature de l'assistance :
 - i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

i. Criminalité organisée, trafic de drogues et terrorisme

- a) Nature de l'assistance :
 - i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

j. Autres :

Veillez préciser :

- a) Nature de l'assistance :
 - i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
 - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

Chapitre 10 : Informations relatives à la problématique femmes-hommes et informations complémentaires

Sources	Question	Oui	Non
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final RevCon3	10.1. Votre pays prend-il en considération la problématique femmes-hommes ? [Dans l'affirmative, cochez la case correspondante]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.1.1 Faire mieux comprendre les effets du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes et les hommes (formation, ateliers, analyse par sexe)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.74	10.1.2 Promouvoir la participation et la représentation réelles des femmes à la prise de décision et aux activités de planification et de mise en œuvre liés au Programme d'action, y compris leur participation aux commissions nationales sur les armes de petit calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BMS6.I.61	10.1.3 Envisager sérieusement d'accroître le financement des politiques et des programmes qui tiennent compte des différentes façons dont les armes légères et de petit calibre touchent les femmes, les hommes, les filles et les garçons.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.4 Intégrer la problématique femmes-hommes dans les activités de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.5 Mettre en commun les données d'expérience, les enseignements tirés et les pratiques optimales s'agissant de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les mesures et programmes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.A.5.65	10.1.6 Veiller à ce que les autorités nationales compétentes en matière d'armes de petit calibre travaillent en coordination avec celles chargées de l'égalité des sexes en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.7 Veiller à ce que les autorités nationales travaillent en coordination avec les groupes de femmes de la société civile en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.8. Others. Specify: RECRUTEMENT DES INGENIEURS DE SEXE FEMINN AU SEIN DES DIRECTIONS EN CHARGE DES ARMES ET MUNITIONS		
Prise en compte de la problématique femmes-hommes			
Document final RevCon3	10.2 Votre pays collecte-t-il des données ventilées par sexe sur les ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.2.1 Détails : SUIVANT LES ENQUETES ADMINISTRATIVES - JUDICIAIRES - FAITS DIVERS - DONNEES REGIONALES ET INTERNATIONALES		
Informations complémentaires - Principales difficultés rencontrées et possibilités offertes			

ITI 31

10.3 Avez-vous d'autres commentaires à faire sur le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, notamment sur les principales difficultés rencontrées et les possibilités offertes liées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument, ainsi que sur les lois, réglementations et procédures administratives nationales ?

OUI

a) Détails :

- POUR LA REFONTE DE LA LOI NATIONALE, UNE ACTIVITE POUVANT ATTEINDRE LES AUTORITES POLITIQUES MERITE D'ETRE ORGANISEE AFIN QUE LA REFONTE SOIT ENTREPRISE; - LES ASSISTANCES FINANCIERES ET TECHNIQUES GAIGENRAIENT EN EFFICACITE SI ELLES SOIENT ACCORDEES AU MOMENT OPPORTUN (avant la crise mais non après la crise de prolifération)

b) Veuillez télécharger ou joindre des fichiers supplémentaires (par exemple, un avis concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, un plan d'action national, des propositions de projets, une liste des projets exécutés et des contributions financières fournies) :

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/MDG/2020/308046/2018%200131%20UNREC%20Togo%20Madagascar%20PSSM%20%282%29.docx>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/MDG/2020/308046/LETTRE%20ACCORD%20TCA.jpg>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/MDG/2020/308046/Costing-CHANGEMENT%20VF.pdf>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/MDG/2020/308046/Letter%20to%202018%20VTF%20ATELI%20%28Madagascar%20-%20Project%20%29%2825%20April%20%202018%29.pdf>

FILE - https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/MDG/2020/308046/DR%20SENSIBILISATION_VF.pdf

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/MDG/2020/308046/DR%20CHANGEMENT%20MUNITION%20Vf.pdf>